



الجمهوريَّة الجَزائِريَّة
الديمقراطية الشعبيَّة

الجريدة الرسمية

اتفاقيات دولية، قوانين، أوامر و مراسيم
قرارات، مقررات، مناشير، إعلانات و بЛАГАТ

| | ALGERIE | | ETRANGER | | DIRECTION ET REDACTION |
|--|---------|-------|----------|-------|--|
| | 6 mois | 1 an | 6 mois | 1 an | |
| Edition originale | 14 DA | 24 DA | 20 DA | 35 DA | Secréteriat Général du Gouvernement |
| Edition originale et sa traduction | 24 DA | 40 DA | 30 DA | 50 DA | Abonnements et publicité IMPRIMERIE OFFICIELLE 7, 9 et 13, Av A. Benbaren - ALGER Tél : 66-18-15 à 17 - C.C.P 3200-50 - ALGER |
| (Frais d'expédition en sus) | | | | | |

Edition originale, le numéro : 0.25 dinar Edition originale et sa traduction, le numéro : 0.50 dinar. Numéro des années antérieures (1962-1969) : 0.35 dinar Les tables sont fournies gratuitement aux abonnés. Priere de joindre les dernières bandes pour renouvellement et reclamations Changement d'adresse, ajouter 0.30 dinar. Tarif des insertions : 3 dinars la ligne.

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
CONVENTIONS ET ACCORDS INTERNATIONAUX — LOIS, ORDONNANCES ET DECRETS,
ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES
(Traduction française)

SCMMMAIRE

DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

MINISTÈRE DE L'INTERIEUR

Arrêté interministériel du 18 décembre 1970 relatif aux opérations de révision exceptionnelle des listes électorales, p. 2.

Arrêté du 7 décembre 1970 fixant le taux de prélèvement sur les recettes de fonctionnement du budget de la wilaya, p. 2.

Arrêté du 18 décembre 1970 portant définition des caractéristiques techniques du bulletin de vote, p. 3.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DE LA REFORME AGRAIRE

Arrêté interministériel du 18 décembre 1970 portant distraction du régime forestier, d'une parcelle domaniale, p. 3.

SOMMAIRE (Suite)

MINISTERE DE LA JUSTICE

Arrêtés du 12 décembre 1970 portant mouvement dans le corps de la magistrature, p. 3.

MINISTERE DE L'INFORMATION ET DE LA CULTURE

Arrêté du 11 décembre 1970 portant délégation de signature au directeur de l'information, p. 4.

MINISTERE DES FINANCES

Arrêté du 14 décembre 1970 fixant la période normale de recouvrement de la taxe unique sur les véhicules automobiles et cycles à moteur, p. 4.

MINISTERE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Arrêté interministériel du 1^{er} décembre 1970 déterminant les zones d'entretien du réseau des télécommunications dites « circonscriptions électriques », pour l'octroi de l'indemnité horaire pour frais de déplacement à certaines catégories de personnel des postes et télécommunications, p. 4.

AVIS ET COMMUNICATIONS

Avis aux exportateurs de produits algériens vers le Maroc, p. 5.

Avis aux importateurs de produits marocains, p. 6.

Marchés — Appels d'offres, p. 7.

— Mises en demeure d'entrepreneurs, p. 8.

DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Arrêté interministériel du 18 décembre 1970 relatif aux opérations de révision exceptionnelle des listes électorales.

Le ministre de l'intérieur et

Le ministre de la justice, garde des sceaux,

Vu l'ordonnance n° 67-24 du 18 janvier 1967 portant code communal et notamment ses articles 44 et 48 ;

Vu le décret n° 70-221 du 25 décembre 1970 portant convocation du corps électoral ;

Vu le décret n° 70-223 du 25 décembre 1970 relatif au vote par correspondance et au vote par procuration des citoyens algériens absents de leur commune le jour du scrutin ;

Arrêtent :

Article 1^{er}. — Les opérations de révision exceptionnelle des listes électorales sont effectuées dans chaque commune, sous forme de mise à jour des listes existantes.

Art. 2. — Il est procédé à cette mise à jour, par les soins d'une commission de révision qui comprend :

- le président de l'assemblée populaire communale, président,
- un représentant du Parti,
- deux personnes de la commune, désignées par le wali.

La commission de révision siège au chef-lieu de la commune.

Art. 3. — Les travaux de la commission de révision ont lieu du 15 décembre 1970 au 4 janvier 1971 inclus.

Le délai accordé pour dresser le tableau contenant les additions et les retranchements, partira du 5 au 11 janvier 1971 inclus.

Le tableau contenant les additions et les retranchements, opérés par la commission de révision, est déposé le 12 janvier 1971 au secrétariat de la mairie où les électeurs peuvent en prendre connaissance.

Art. 4. — Il est ouvert dans chaque mairie, un registre sur lequel sont inscrites des réclamations.

Le président de l'assemblée populaire communale donne récépissé de chaque réclamation.

Art. 5. — Les réclamations peuvent être formulées du 13 au 18 janvier 1971 inclus.

La commission de révision les examine et rend sa décision dans les cinq jours, à partir du 19 et jusqu'au 23 janvier 1971 inclus.

Art. 6. — En cas de rejet ou de non réponse dans le délai de 5 jours prévu à l'article 5, alinéa 2 ci-dessus, l'intéressé peut saisir le président du tribunal territorialement compétent.

Les décisions du président du tribunal sont notifiées avant le 28 janvier 1971 inclus.

Art. 7. — La liste électorale rectifiée est arrêtée définitivement le 28 janvier 1971.

Art. 8. — Le directeur général de la réglementation, de la réforme administrative et des affaires générales au ministère de l'intérieur et le directeur des affaires judiciaires au ministère de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire*.

Fait à Alger, le 18 décembre 1970.

**Le ministre de la justice,
garde des sceaux,**

Ahmed MEDEGHRI

Boualem BENHAMOUDA

Arrêté du 7 décembre 1970 fixant le taux de prélèvement sur les recettes de fonctionnement du budget de la wilaya.

Le ministre de l'intérieur,

Vu l'ordonnance n° 69-58 du 23 mai 1969 portant code de la wilaya ;

Vu le décret n° 70-154 du 22 octobre 1970 fixant la nomenclature des dépenses et des recettes des wilayas et le cadre budgétaire de la wilaya ;

Vu le décret n° 70-156 du 22 octobre 1970 relatif au prélèvement sur les recettes de fonctionnement et notamment son article 1^{er} ;

Arrête :

Article 1^{er}. — Le taux minimum légal du prélèvement sur les recettes de fonctionnement, affecté à la couverture des dépenses d'équipement et d'investissement, est fixé à 5% pour l'année 1971.

Art. 2. — Sont pris en compte pour le calcul du montant du prélèvement, les ressources fiscales énumérées ci-après :

- Compte 74 - Attribution de fonds de solidarité de la wilaya
- Compte 75 - Impôts indirects
- Compte 76 - Impôts directs
- Compte 77 - T.U.V.A.

Art. 3. — Les walis et les trésoriers de wilayas sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire*.

Fait à Alger, le 7 décembre 1970.

P. le ministre de l'intérieur,
Le secrétaire général,
Hocine TAYEBI.

Arrêté du 18 décembre 1970 portant définition des caractéristiques techniques du bulletin de vote.

Le ministre de l'intérieur,

Vu l'ordonnance n° 67-24 du 18 janvier 1967 portant code communal et notamment son article 68, alinéa 2 ;

Arrête :

Article 1^{er}. — Le bulletin de vote est d'un modèle uniforme pour toutes les élections communales.

Art. 2. — Les caractéristiques techniques du bulletin de vote cité à l'article 1^{er} ci-dessus, sont définies en annexe.

Art. 3. — Le directeur général de la réglementation, de la réforme administrative et des affaires générales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire*.

Fait à Alger, le 18 décembre 1970.

Ahmed MEDEGHRI

A N N E X E**CARACTERISTIQUES DU BULLETIN DE VOTE**

Le bulletin de vote devra être confectionné sur papier blanc de 64 grammes ; il comportera un ou deux volets, suivant le nombre des candidats présentés. Les dimensions de chaque volet sont :

- longueur : 210 mm,
- largeur : 85 mm.

Les mentions suivantes seront contenues dans un espace de 70 millimètres en tête du premier volet :

A) REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

- caractères arabes maghrébins : corps 12 (douze) maigres,
- caractères latins : corps romains 6 (six) capitales maigres.

B) FRONT DE LIBERATION NATIONALE

- caractères arabes maghrébins : corps 14 (quatorze) gras,
- caractères latins : corps romains 10 (dix) capitales maigres,

C) ELECTIONS COMMUNALES

- caractères arabes maghrébins : corps 14 (quatorze) gras,
- caractères latins : ERBAR (antique étroit) corps 12 (douze) capitales gras.

D) 14 FEVRIER 1971

- caractères arabes maghrébins : corps 12 (douze) gras,
- caractères latins : caravelle corps 10 (dix) capitales gras.

E) WILAYA DE....**COMMUNE DE....**

- caractères arabes (à droite) et latins (à gauche) se faisant face,
- arabes corps 12 (douze) gras,
- latins : caravelle corps 10 (dix gras capitales).

Les noms des candidats seront inscrits en caractères latins corps 12 Erbar antique étroit, gras capitales et les prénoms en bas de casse (minuscules), par ordre alphabétique, à gauche du bulletin et à partir d'une marge de 2 mm. Chaque nom doit être précédé d'un numéro de différenciation de corps 12 gras.

La traduction en arabe est inscrite, en face de chaque nom, en caractères 12 gras, à droite du bulletin et à partir d'une marge de 2 mm.

Les noms et prénoms des candidats doivent être inscrits uniquement sur le recto de chaque volet.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA REFORME AGRAIRE**Arrêté interministériel du 18 décembre 1970 portant distraction du régime forestier, d'une parcelle domaniale.**

Le ministre de l'agriculture et de la réforme agraire,

Le ministre des finances et

Le ministre de l'intérieur,

Vu la loi forestière du 21 février 1903 et notamment son article 79, modifiée par le décret n° 55-8 du 3 janvier 1955 ;

Vu l'ordonnance du 13 avril 1943 modifiée, portant règlementation domaniale ;

Vu la délibération de l'assemblée populaire communale de Tizi Ouzou, des 27 et 29 mars 1967, approuvée par le wali de Tizi Ouzou, le 11 avril 1967 ;

Sur proposition du directeur des forêts et de la D.R.S.,

Arrêtent :

Article 1^{er}. — La parcelle du croquis annexé à l'original du présent arrêté, d'une superficie totale de 9ha, 35a, 87ca, dépendant de la forêt domaniale d'Amraoua, canton Takaoudj, est distraite du régime forestier en vue de sa concession gratuite à la commune de Tizi Ouzou pour la création d'un cimetière.

Art. 2. — Le directeur des forêts et de la D.R.S., le directeur des domaines et de l'organisation foncière et le wali de Tizi Ouzou sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire*.

Fait à Alger, le 18 décembre 1970.

Le ministre des finances, P. le ministre de l'intérieur,

Le secrétaire général,

Smaïn MAHROUG.

Hocine TAYEBI.

P. Le ministre de l'agriculture et de la réforme agraire,

Le secrétaire général,

Nour Eddine BOUKLI
HACENE-TANI.

MINISTERE DE LA JUSTICE**Arrêtés du 12 décembre 1970 portant mouvement dans le corps de la magistrature.**

Par arrêté du 12 décembre 1970, M. Ahmed Chouiter, juge au tribunal d'El Kala est muté en la même qualité au tribunal de Mila.

Par arrêté du 12 décembre 1970, M. Abdelhamid Abdelaziz, juge au tribunal d'El Mila est muté en la même qualité au tribunal de Skikda.

Par arrêté du 12 décembre 1970, M. Ahmed Amrane, juge au tribunal de Skikda est muté en la même qualité au tribunal d'El Kala.

Par arrêté du 12 décembre 1970, M. Messaoud Kherbache, juge au tribunal de Mila, est muté en la même qualité au tribunal d'El Milia.

MINISTÈRE DE L'INFORMATION ET DE LA CULTURE

Arrêté du 11 décembre 1970 portant délégation de signature au directeur de l'information.

Le ministre de l'information et de la culture,

Vu les ordonnances n° 65-182 du 10 juillet 1965 et 70-53 du 18 djuomada I 1390 correspondant au 21 juillet 1970 portant constitution du Gouvernement ;

Vu le décret n° 70-110 du 23 juillet 1970 autorisant les membres du Gouvernement à déléguer leur signature ;

Vu le décret du 10 novembre 1970 portant nomination du directeur de l'information.

Arrête :

Article 1^{er}. — Dans la limite de ses attributions, délégation est donnée à M. Mohamed Brahimi, directeur de l'information, à l'effet de signer au nom du ministre de l'information et de la culture, tous actes et décisions, à l'exclusion des arrêtés et circulaires.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire*.

Fait à Alger, le 11 décembre 1970.

Ahmed TALEB.

MINISTÈRE DES FINANCES

Arrêté du 14 décembre 1970 fixant la période normale de recouvrement de la taxe unique sur les véhicules automobiles et cycles à moteur.

Le ministre des finances,

Vu l'article 63 de la loi de finances pour 1964 n° 63-496 du 31 décembre 1963, instituant la taxe unique sur les véhicules automobiles ;

Vu l'arrêté du 17 novembre 1966 portant codification des dispositions législatives afférentes à la taxe unique sur les véhicules automobiles ;

Vu le code de l'enregistrement, notamment son article 826 ;

Arrête :

Article 1^{er}. — La période normale de recouvrement de la taxe unique sur les véhicules automobiles au titre du premier semestre 1971, se déroulera du 1^{er} février 1971 au 2 mars 1971.

Art. 2. — Le directeur des impôts et le directeur des douanes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire*.

Fait à Alger, le 14 décembre 1970.

Smaïn MAHROUG.

MINISTÈRE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Arrêté interministériel du 1^{er} décembre 1970 déterminant les zones d'entretien du réseau des télécommunications dites « circonscriptions électriques » pour l'octroi de l'indemnité horaire pour frais de déplacement à certaines catégories de personnel des postes et télécommunications.

Le ministre des postes et télécommunications et

Le ministre des finances,

Vu le décret n° 63-125 du 18 avril 1963 portant réglementation générale des conditions d'attribution d'indemnités de toute nature aux fonctionnaires et agents de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics ;

Vu la décision du 9 mai 1966 de la direction du budget et des contrôles, bureau des cadres, traitements et pensions relative au décret n° 63-125 du 18 avril 1963 susvisé et notamment son article 1^{er} (4^e), fixant les indemnités forfaitaires spéciales pour frais de déplacement, prévues par l'article 3 de l'arrêté n° 39-61-T du 5 mai 1961 ;

Compte tenu de l'organisation du réseau des télécommunications dans les wilayas du nord et dans celles du Sahara ;

Arrêtent :

Article 1^{er}. — Il est créé, dans chacune des wilayas du nord et dans chacune des daïras des wilayas des Oasis et de la Saoura, une zone d'entretien du réseau des télécommunications, dite « circonscription électrique », suivant le tableau ci-après. Les limites de la circonscription électrique coincident avec les limites territoriales de la wilaya, en ce qui concerne les wilayas du nord et de la daïra, pour ce qui est des wilayas des Oasis et de la Saoura.

TABLEAU

Dénomination des circonscriptions électriques

| Région du Nord | Wilayas des Oasis | Wilaya de la Saoura |
|------------------------------|------------------------------|------------------------------|
| Circonscriptions électriques | Circonscriptions électriques | Circonscriptions électriques |
| Alger | Ouargla | Béchar |
| Médéa | Djanet | Adrar |
| El Asnam | El Goléa | Beni Abbès |
| Tizi Ouzou | El Oued | Timimoun |
| Constantine | Ghardaïa | Tindouf |
| Annaba | In Salah | |
| Batna | Laghouat | |
| Sétif | Tamanrasset | |
| Oran | Touggourt | |
| Mostaganem | | |
| Saïda | | |
| Tlemcen | | |
| Tiaret | | |

Art. 2. — Les fonctionnaires et agents de l'administration des postes et télécommunications assujettis au régime des indemnités horaires, reçoivent, à l'exclusion de toute autre indemnité de même nature, quand ils se déplacent en dehors de leur résidence administrative et, dans les limites de la zone d'entretien dénommée « circonscription électrique », une indemnité horaire pour frais de déplacement, calculée dans les conditions fixées par la réglementation.

Art. 3. — Les dispositions de l'article 1^{er} ci-dessus, prennent effet à compter du 1^{er} janvier 1970.

Art. 4. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire*.

Fait à Alger, le 1^{er} décembre 1970.

Le ministre des postes et télécommunications,

Mohamed KADI.

Le ministre des finances,

Smaïn MAHROUG.

AVIS ET COMMUNICATIONS

Avis aux exportateurs de produits algériens vers le Maroc.

En application du protocole du 9 septembre 1969 additionnel à la convention commerciale et tarifaire algéro-marocaine du 20 novembre 1964, les exportateurs sont informés des possibilités d'exportation vers le Maroc, en franchise des droits de douane, des produits et marchandises repris sur les listes « A » et « C » ci-dessous.

Les opérations s'effectueront conformément à la réglementation actuellement en vigueur. Les produits soumis à autorisation d'exportation, feront l'objet de demandes de licences qui doivent être adressées, dans un délai de 30 jours, à compter de la publication du présent avis au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire, au ministère du commerce (direction des échanges commerciaux).

Remarque :

Toute demande qui ne comportera pas la totalité des indications prévues, sera renvoyée au demandeur pour être complétée ; la date de prise en considération sera, dans ce cas, celle de la réception du dossier complet.

L I S T E « A »**MARCHANDISES ET PRODUITS ALGERIENS ADMIS EN FRANCHISE DES DROITS DE DOUANE AU MAROC SELON SES BESOINS**

| N° du tarif douanier | L I B E L L E S |
|----------------------------|--|
| 84.27 | Pressoirs, fouloirs et autres appareils de vinification, de cidrerie et similaires |
| Ex 85.13 | Appareils téléphoniques |
| Ex 85.15 | Appareils émetteurs et appareils émetteurs récepteurs (appareils non fabriqués au Maroc) |
| 86.05 | Voitures à voyageurs, fourgons à bagages, voitures postales, voitures cellulaires, voitures d'essais et autres voitures spéciales pour voies ferrées |
| 97.03 | Autres jouets, modèles réduits, pour le divertissement |

L I S T E « C »**MARCHANDISES ET PRODUITS ALGERIENS ADMIS EN FRANCHISE DES DROITS DE DOUANE AU MAROC DANS LA LIMITE DE CONTINGENTS**

| N° du tarif douanier | L I B E L L E S | Observations |
|----------------------------|--|--|
| Ex 08.01 | Dattes | |
| Ex 17.04 | Sucrerie sans cacao (Halwat turc) | |
| Ex 17.04 B | Gommes à mâcher du genre « chewing-gum » | |
| Ex 20.07 | Jus de raisin | |
| Ex 22.03 | Bières en fuitailles | |
| Ex 25.07 | Argiles smectiques | |
| Ex 30.02 | Vaccins | |
| 32.09 | Vernis et peintures | |
| 33.01 | Huiles essentielles (déterpenées ou non) liquides ou concrètes et résinoïdes | |
| Ex 36.02 | Explosifs préparés (nitrés et dérivés) | |
| Ex 36.03 | Cordeaux détonants | |
| Ex 36.04 | Amorces électriques | |
| Ex 39.07 | Gros ouvrages en matières plastiques (réservoirs, coques de bateaux, etc...) | |
| Ex 40.11 | Pneumatiques (dimensions non contingentes au Maroc) | |
| 61.07 | Cravates | |
| Ex 61.09 | Soutiens-gorge, bas, gaines | |
| Ex 73.35 | Ressorts en fil pour l'ameublement | |
| 74.10 | Câbles, cordages, tresses et similaires, en fil de cuivre, à l'exclusion des articles isolés | |
| 83.13 | Capsules déchirables, capsules de surbouchage, bouchons couronnés | |
| 84.24 | Machines, appareils et engins agricoles et horticoles pour la préparation et le travail du sol et pour la culture (à l'exclusion des appareils à traction animale) | |
| Ex 01.01 | Chevaux reproducteurs de race pure | 20 octobre au 31 décembre |
| Ex 07.01 | Pommes de terre de consommation | 1 ^{er} octobre au 15 décembre |
| Ex 07.01 | Tomates | |
| Ex 07.01 | Oignons | |
| 08.03 | Figues fraîches et sèches | |
| Ex 08.06 | Pommes et poires | |
| Ex 08.07 | Cerises, nèfles et pêches | 15 mai au 30 septembre |
| Ex 19.02 | Supéramine | |
| 22.05 | Vins | |
| Ex 22.09 | Eaux-de-vie du genre « cognac » | |
| 24.01 et 02 | Tabacs bruts et fabriqués | |
| Ex 25.01 | Sel autre que brut | |
| Ex 25.12 | Kieselguhr | |
| 27.09 | Pétrole brut | |
| Ex Ch. 28 | Chlore, acide chlorhydrique et hypochlorite de sodium | |
| Ch. 30 | Produits pharmaceutiques | |
| Ch. 31 | Engrais | |
| 39.01.02 | Plaques de polyuréthane et granulés de P.V.C. | |
| 39.07 | Ouvrages en matières plastiques | |
| Ex 40.11 | Pneumatiques (dimensions contingentes au Maroc) | |
| Ex 48.01 | Papiers à base d'alfa | |
| 55.06 | Fils de coton conditionnés | |
| 61.01 | Combinaisons de travail caoutchoutées | |

LISTE « C » (Suite)

| N° du tarif douanier | LIBELLES | Observations |
|----------------------------|---|--------------|
| 73.18 | Tubes et tuyaux (y compris leurs ébauches) en fer, fonte ou acier, à l'exclusion des articles du n° 73.19 | |
| Ex 84.10 | Pompes et moto-pompes | |
| Ex 85.23 | Fils, tresses, câbles isolés (électriques et téléphoniques) | |
| Ex 87.02 | Voitures automobiles à tous moteurs pour le transport des personnes, y compris les voitures mixtes | |
| Ex 87.02 | Voitures automobiles à tous moteurs pour le transport des marchandises d'une charge utile inférieure à 3,9 tonnes | |
| 92.11 | Appareils de reproduction du son (électrophones) | |
| 92.12 | Disques enregistrés (musique et chants algériens) | |
| Ex 98.01 | Boutons | |
| Ex 98.03 | Stylographes à billes | |
| Divers | | |

Avis aux importateurs de produits marocains.

En application du protocole du 9 septembre 1969 additionnel à la convention commerciale et tarifaire algéro-marocaine du 20 novembre 1964, les importateurs sont informés des possibilités d'importation du Maroc, en franchise des droits de douane, des produits et marchandises repris sur les listes « B » et « D » ci-dessous.

Les opérations s'effectueront conformément à la réglementation actuellement en vigueur. Les produits soumis à autorisation d'importation, feront l'objet de demandes de licences qui doivent être adressées, dans un délai de 30 jours, à compter de la publication du présent avis au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire, au ministère du commerce (direction des échanges commerciaux).

Remarque :

Toute demande qui ne comportera pas la totalité des indications prévues, sera renvoyée au demandeur pour être complétée ; la date de prise en considération sera, dans ce cas, celle de la réception du dossier complet.

LISTE « B »

MARCHANDISES ET PRODUITS MAROCAINS ADMIS EN FRANCHISE DES DROITS DE DOUANE EN ALGERIE SELON SES BESOINS

| N° du tarif douanier | LIBELLES | Calendrier | Monopoles |
|----------------------------|---|-----------------|-----------|
| Ex 07.01 | Artichauts | du 1.9 au 20.10 | O.N.A.CO. |
| Ex 07.01 | Concombres | du 1.2 au 15.5 | O.N.A.CO. |
| 07.01 | Piments et poivrons doux | du 1.1 au 15.5 | O.N.A.CO. |
| 07.05 | Haricots secs de semence ou de consommation et pois chiches | | O.A.I.C. |

LISTE « B » (Suite)

| N° du tarif douanier | LIBELLES | Calendrier | Monopoles |
|----------------------------|--|------------|-----------|
| 09.09 | Graines aromatiques | | |
| Ex 10.02/07 | Céréales secondaires | | O.A.I.C. |
| Ex 17.02 | Glucose | | O.N.A.CO. |
| Ex 25.07 | Terre saponaire | | |
| 26.07 | Alquifoux | | |
| Cha. 27 | Anthracite | | |
| Cha. 31 | Engrais | | SONATRACH |
| Ex 57.10 | Tissus de jute | | SN COTEC |
| Ex 71.05 | Argent métal en lingots | | |
| Ex 76.04 | Feuilles et bandes minces en aluminium non fixées sur support, simplement laminées, d'une épaisseur de 0,15 mm et moins (emballages) | | |
| Ex 98.06 | Crayons noirs et de couleur | | S.N.S. |

LISTE « D »

MARCHANDISES ET PRODUITS MAROCAINS ADMIS EN FRANCHISE DES DROITS DE DOUANE EN ALGERIE, DANS LA LIMITE DE CONTINGENTS

| | | | |
|---------------|---|---|--------------------|
| Ex 01.01 | Mulets | | |
| Ex Ch. 02 | Viandes de bovins | | O.N.A.CO. |
| Ex 04.05 | Oeufs frais de volaille | | |
| Ex 07.01 | Pommes de terre de consommation | du 1 ^{er} au 15.2 | O.N.A.CO. |
| Ex 07.01 | Tomates | janvier 500 T février 2000 T mars 500 T | O.N.A.CO. |
| Ex 07.04 | Piments doux séchés à l'état entier | | |
| Ex 08.03 | Figues fraîches ou sèches | | O.N.A.CO. |
| Ex 08.09 | Pastèques (melons) | | O.N.A.CO. |
| Ex 10.01 | Blé dur | | O.A.I.C. |
| Ex 16.04 | Conserves de poissons à l'exclusion des sardines et anchois | | |
| Ex 22.05 à 09 | Vins et vermouths | | |
| Ch. 30 | Produits pharmaceutiques | | Pharmacie centrale |
| Ex 38.09 | Lustrants à base de cire naturelle | | |
| 39.07 | Ouvrages en matières plastiques | | |
| Ch. 41 | Cuir et peaux de bovins préparés, autres que ceux des n° 41.06 à 41.08 inclus | | SN COTEC |

LISTE D (suite)

| N° du tarif douanier | LIBELLES | Calendrier | Monopoles |
|----------------------------|---|-------------|-----------|
| Ex 44.27 | Ouvrages de tabletterie et de petite ébénisterie | | |
| Ex Ch. 44 | Placages de noyer et autres | SO.NA.CO.B. | |
| Ex 48.01.07 | Cartons en rouleaux ou en feuilles | S.N.I.C. | |
| Ex 48.17 | Cartonnages de bureau | S.N.E.D. | |
| Ex 48.18 | Reliures à feuilles mobiles | S.N.E.D. | |
| Ex 48.18 | Classeurs à leviers | S.N.E.D. | |
| Ex 51.04 | Tissus à fibres textiles synthétiques continues (à l'exclusion des tissus en polyamides) | SN COTEC | |
| 53.11 | Tissus de laine | SN COTEC | |
| 55.07.09 | Tissus de coton (à l'exclusion des tissus bouclés du genre éponge). | SN COTEC | |
| Ex 56.08 et 62.02 | Tissus éponges et articles confectionnés en tissus éponges | SN COTEC | |
| Ex 56.06 | Fils de fibres textiles synthétiques | SN COTEC | |
| 56.07 | Tissus de fibres textiles synthétiques ou artificielles discontinues | SN COTEC | |
| Ex 58.04 | Velours d'ameublement | | |
| 58.10 | Broderies mécaniques | SN COTEC | |
| 59.04 | Ficelles et cordages en sisal, tressés ou non | | |
| 59.17 | Articles pour usages techniques (scourtins) | | |
| 60.01 et 06 | Etoffes de bonneterie | SN COTEC | |
| Ex 60.05 | Vêtements de dessus de bonneterie | | |
| Ex 61.01 et 02 | Vêtements de dessus pour hommes, femmes, garçonnets, filles et jeunes enfants, à l'exclusion des vêtements de travail | | |
| Ex 62.02 | Autres articles d'ameublement, à l'exclusion du linge de table, de lit, de toilette, d'office ou de cuisine | | |
| 70.05 et 06 | Verre à vitres | | |
| 73.38 | Articles de ménage, d'hygiène et d'économie domestique et | | |

LISTE D (suite)

| N° du tarif douanier | LIBELLES | Calendrier | Monopoles |
|----------------------------|---|-------------|-----------|
| 74.18 et 19 | Leurs parties en fer, fonte ou acier | | |
| Ex 84.28 | Articles de ménage, d'hygiène et d'économie domestique et leurs parties en cuivre | | |
| Ex 85.01 | Machines à lustrer | SO.NA.COME. | |
| Ex 87.13 | Transformateurs électriques de type industriel | SO.NA.COME. | |
| Ex 91.01 | Voitures pour le transport des enfants | | |
| Ex 92.12 | Montres et réveils | | |
| Divers | Disques enregistrés (musique et chants marocains) | | S.N.E.D. |

MARCHES. — Appels d'offres

MINISTERE DE L'INTERIEUR
OFFICE MUNICIPAL DES H.L.M. D'ALGER

PLAN QUADRIENNAL

2400 logements à Badjalah

ADDUCTION D'EAU

Un appel d'offres est ouvert pour l'équipement en eau de l'ensemble de 2400 logements à Badjalah.

Les travaux comporteront :

- 1^e une station de surpression ;
- 2^e le réseau d'eau et d'incendie ;
- 3^e les colonnes montantes et les branchements.

Les travaux de réseau et de station seront exécutés en une seule étape et les travaux de branchements au fur et à mesure de l'exécution des bâtiments.

Les dossiers comportant les plans d'ensemble et de détails, les pièces écrites, seront fournis sur demande adressée à M. Rose Auguste, architecte, office des H.L.M. de la wilaya, cité Amiroche à Hussein Dey (Alger), moyennant le seul coût des frais de tirage et d'expédition.

Les demandes de dossier devront parvenir à l'architecte quinze jours au plus tard, à dater de la publication du présent appel d'offres au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Les offres devront parvenir au président de l'office municipal des H.L.M. d'Alger, 11, rue Lahcene Mimouni, par lettre recommandée ou lettre missive, avec reçu, au plus tard quarante-cinq jours après la publication du présent appel d'offres au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

WILAYA DE MEDEA

TROISIEME DIVISION

BUREAU DES MARCHES

Remise en état et aménagement du chemin de wilaya n° 76

OPERATION N° 06.32.01.9.13.01.06

Exécution d'un pont sur l'oued El Hamel dans la région de Bou Saada au P.K. 386 + 500

Un appel d'offres ouvert est lancé en vue de la construction d'un pont sur l'oued El Hamel dans la région de Bou Saada, au P.K. 386 + 500 du chemin de wilaya n° 76.

Le montant des travaux est évalué approximativement à sept cent cinquante mille dinars (750.000 DA), port unique sans compter les accès.

Les candidats intéressés peuvent consulter le dossier à la direction des travaux publics et de la construction de la wilaya de Médéa, bureau des marchés, cité Khatiri Bensouma à Médéa.

Les offres, accompagnées des pièces fiscales et sociales exigées par la réglementation ainsi que de la déclaration à souscrire, devront parvenir avant le 6 février 1971 à 12 heures, délai de rigueur, au wali de Médéa, 3ème division, bureau des marchés à Médéa, étant précisé que seule la date de réception et non celle de dépôt à la poste, sera prise en considération.

Les entrepreneurs resteront engagés par leurs offres pendant 90 jours.

WILAYA DE TIARET

Daira de Tiaret

COMMUNE DE SIDI HOSNI

Construction d'une mairie

Un appel d'offres est lancé pour la construction d'une mairie à Sidi Hosni.

Cet appel d'offres portera sur le lot suivant : béton armé, maçonnerie, étanchéité, plomberie (estimation des travaux : 150.000 DA environ).

Les dossiers peuvent être consultés dans les bureaux du secrétariat de la mairie de Sidi Hosni ou dans les bureaux de M. Mekki Bénaouda, architecte, 2, rue Bekhattou à Tiaret.

La date limite de réception des offres est fixée au 25 janvier 1971 à 10 heures.

La date d'ouverture des plis est fixée au 26 janvier 1971 à 10 heures, au siège de la mairie.

Les offres, nécessairement accompagnées des pièces réglementaires, seront adressées au président de l'assemblée populaire communale de Sidi Hosni.

WILAYA D'EL ASNAM

Avis d'adjudication

La wilaya d'El Asnam lance un avis d'adjudication pour la fourniture, au titre de la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 1971 :

— 1^o Lot : Petit matériel de bureau.

— 2^o Lot : Imprimés.

Les offres devront parvenir à la wilaya (Secrétariat général), service des marchés publics, avant le 25 janvier 1971 à 18 heures, sous double enveloppe cachetée et recommandée, l'ouverture des plis étant fixée au 26 janvier 1971 à 10 heures.

L'enveloppe extérieure devra indiquer l'objet de l'adjudication avec la mention « A ne pas ouvrir » et contenir la déclaration de soumission, les documents prévus aux articles 10 à 16 du code des marchés publics et l'enveloppe intérieure, portant la souscription des nom et prénoms du soumissionnaire, laquelle enveloppe doit contenir la soumission proprement dite.

Le ou les intéressés pourront participer à l'un ou à l'ensemble des deux lots.

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS ET DE LA CONSTRUCTION

DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS DE L'HYDRAULIQUE ET DE LA CONSTRUCTION

POUR LA WILAYA DE SETIF

Construction d'un centre de formation professionnelle pour adultes à Béjaïa

Un appel d'offres est lancé pour les lots suivants, concernant la construction d'un centre de formation professionnelle pour adultes à Béjaïa.

1^o — Lot n° 3 - Ferronnerie

2^o — Lot n° 5 - Peinture - vitrerie.

Les entreprises intéressées pourront consulter les dossiers au bureau de M. Juaneda Camille, architecte, 202 Bd Colonel Bougara à Alger.

La date limite des offres est fixée au 21 janvier 1971 à 18 heures.

Les plis, accompagnés des pièces réglementaires, seront adressés au directeur des travaux publics, de l'hydraulique et de la construction, 8, rue Méryem Bouattoura à Sétif.

Le délai d'engagement des offres est fixé à 90 jours.

MISES EN DEMEURE D'ENTREPRENEURS

La société SO.PRAD (ex-SO.GE.DE.COP) 5, rue de la Concorde, El Mouradia, Alger, titulaire du marché lu et approuvé par le président de l'A.P.C. de Saïda, le 4 mars 1970, vu et approuvé par le wali de Saïda, le 23 mars 1970, pour l'aménagement et la transformation du cinéma « Palace » à Saïda (Lot équipement en fauteuils) dont l'ordre de service a été donné le 9 avril 1970 pour la fourniture et la pose de fauteuils, est mise en demeure de commencer les travaux dans un délai de vingt (20) jours, à compter de la date de publication de cette mise en demeure au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Faute par l'entreprise de satisfaire à cette mise en demeure dans les délais prescrits, il lui sera fait application de l'article n° 35 du cahier des charges et prescriptions spéciales du marché.

M. Mustapha Kamel Benhafid, gérant de la société moderne de construction à Ain Toute, titulaire du marché n° 195/Arch 69, approuvé le 1^{er} décembre 1969, et portant le visa du contrôleur financier de la wilaya de l'Aurès en date du 20 novembre 1969 sous le n° 97, est mis en demeure, dans un délai de dix jours, à compter de la date de publication de cette mise en demeure au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire, de terminer les travaux de construction d'un C.E.M. à Mérourana.

Passi ce délai de mise en demeure, il sera fait application à l'entrepreneur en cause, des pénalités de retard prévues à l'article 1/15, chapitre I, du marché précité.

La société anonyme de travaux d'outre-mer (S.A.T.O.M), faisant élection de domicile à Hydra, 11, rue Abou Nawass (ex-Denis Ferrier), Alger, titulaire des marchés « Gros-œuvre, lot n° 1 et carrelages, lot n° 3 » relatifs aux constructions de trois (3) lycées à Azazga, Lakhdaria et Draa El Mizan, est mise en demeure de reprendre les travaux dans un délai de dix (10) jours, à compter de la publication de cette mise en demeure au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Faute par la société précitée de satisfaire à cette mise en demeure dans les délais prescrits, il lui sera fait application des mesures coercitives prévues à l'article 35 du cahier des clauses administratives générales relatives aux marchés de travaux publics.